

Rapport sur la participation entrepreneuriale des femmes dans les pays de la Grande Caraïbe

Association des Etats de la Caraïbe (AEC)

**XXVII Réunion du Comité Spécial pour le Développement du Commerce et
des Relations Economiques Extérieures**

Port d'Espagne, le 11 et 12 juillet, 2012

SOMMAIRE

I.	Introduction	2
II.	Compte rendu de la participation des femmes au monde des affaires dans les pays de la Grande Caraïbe.	3
III.	Environnement de la petite et moyenne entreprise en Amérique latine et son importance pour le développement économique des pays.	10
	1. Caractéristiques des PME.	11
	2. Dans combien de secteurs/et dans quels secteurs les petites et moyennes entreprises sont-elles présentes ?	12
	3. Rôle des PME dans le contexte des taux de chômage élevés au niveau mondial.	12
IV.	Automatisation économique de la femme.	14
	1. Qu'est- ce que l'automatisation?	14
	2. En quoi consiste l'automatisation économique des femmes.	14
	3. L'esprit d'entreprise.	17
V.	Les femmes chefs d'entreprise.	19
VI.	Le Micro financement.	23
VII.	Points importants.	25
VIII.	Annexes	
	Annexe 1. Principaux événements qui ont eu une incidence sur le développement du genre à travers le temps.	27
	Annexe 2. Réseaux de femmes qui travaillent dans des activités productives (Pays de l'AEC).	28
	Annexe 3. Indicateurs internationaux de Développement.	29
	Annexe 4 : ACTIVITE: Renforcement de la capacité des femmes grâce au commerce Séminaire de formation	35
IX.	Bibliographie.	40

I. Introduction

L'inégalité entre les sexes, fait-elle une différence?

La grande majorité des pauvres du monde est constituée de femmes. Selon le Centre de commerce international par exemple: seulement 1% de la richesse mondiale appartient aux femmes, elles obtiennent 10% du revenu mondial et en 2010 seulement 15% des femmes ont occupé des postes de direction dans les entreprises. Pour cette raison, il a été proposé que les femmes n'ayant pas de revenus risquent d'affronter certains défis liés au statut social et au classement social dans la société.

La majorité des documents examinés dans le cadre de cette recherche se réfère à: la participation politique des femmes, l'emploi et le salaire des femmes et l'indépendance social et économique des femmes ; tous ceux qui démontrent que le statut des femmes est significativement moins favorable dans les états où la disparité entre les sexes est plus marquée. Cette situation soulève la question suivante : «L'inégalité entre les sexes fait-elle une différence?», une telle question peut être répondue ainsi : L'inégalité, en soi, est un diviseur social puissant et une caractéristique de la structure de la société. Dans les sociétés inégales, une qualité médiocre de vie, un mauvais état de santé, plus de pauvreté et de violence sont les questions plus courantes. L'égalité entre les sexes est un droit, et, il est donc également important de mettre en évidence la phrase suivante citée dans **l'Egalité entre les sexes : Cahier Politique du PNUD** «Inégalité entre les sexes est un obstacle au progrès, un obstacle dans la voie du développement humain. Si le développement n'est pas **paritaire**, il est **menacé**»

Il est nécessaire de réduire les écarts d'inégalité entre les sexes afin de reconnaître l'importance des femmes en tant qu'acteurs essentiels dans la lutte contre la pauvreté et aussi pour parvenir à une réduction de la pauvreté d'ici à 2015, comme prévu par les Objectifs du millénaire pour le développement. Ainsi, les programmes de développement pour soutenir les PME est un aspect clé car les PME sont considérées être le moteur économique des pays en développement et une source majeure de création d'emplois dans le monde entier.

Les PME, et en particulier les femmes, représentent des accélérateurs de la croissance économique puisque elles sont responsables de près de deux tiers des dépenses de consommation dans le monde entier et elles investissent d'ailleurs la plupart de leurs revenus dans l'éducation et la santé de leurs familles, produisant ainsi un impact social et une croissance inclusive. Après une revue de la littérature et des études de cas, les principaux obstacles rencontrés par les femmes dans l'instauration et la croissance des PME sont les suivants: l'accès à la formation et aux réseaux, l'accès aux marchés et l'accès au financement. Il est donc nécessaire de:

- 1) Soutenir la formation et l'orientation des femmes entrepreneures dans les pays de la Grande Caraïbe, en se concentrant sur le développement des entreprises
- 2) Faciliter l'accès au crédit et autres services financiers pour les femmes dans les PME
- 3) Fournir un appui à l'accès aux marchés des pays dans toute la région

La Direction du commerce, afin de **renforcer l'espace économique** et d'aider à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement de nos pays -d'après le mandat de l'Association des États des Caraïbes-, estime qu'il est important de se concentrer sur des activités d'appui à la réduction des écarts d'inégalité entre les sexes et d'élever le niveau de vie des femmes dans la région. Les différentes études et les données ont démontré que la diminution des inégalités entre les sexes conduit à un plus grand bien-être et une meilleure qualité de vie pour nous tous.

II . Compte rendu de la participation des femmes au monde des affaires dans les pays de la Grande Caraïbe.

L'augmentation du commerce entre les pays de la Grande Caraïbe profite à tous les peuples car elle améliore la qualité de vie de tous. Si notre but consiste à obtenir un espace économique élargi, il s'avère nécessaire de renverser les barrières de tous types dans le domaine du commerce. Aussi, parmi les obstacles que nous devons surmonter se trouve la réduction de l'écart entre les sexes. Il convient de signaler que différentes études montrent que l'écart entre les sexes dans le domaine de l'éducation et de l'emploi empêche la croissance économique des pays.

Dans le cadre du Sommet du Millénaire, tenu à New York en l'an 2000, les 189 pays membres de l'ONU ont convenu d'une série d'objectifs destinés à réduire la pauvreté, ses causes et ses manifestations. Desdites déclarations nous pouvons souligner deux points importants qui constitueront l'axe central du développement de ce travail. Il s'agit de :

Objectif 1 : Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim

- a. Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif.
- b. Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim.

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

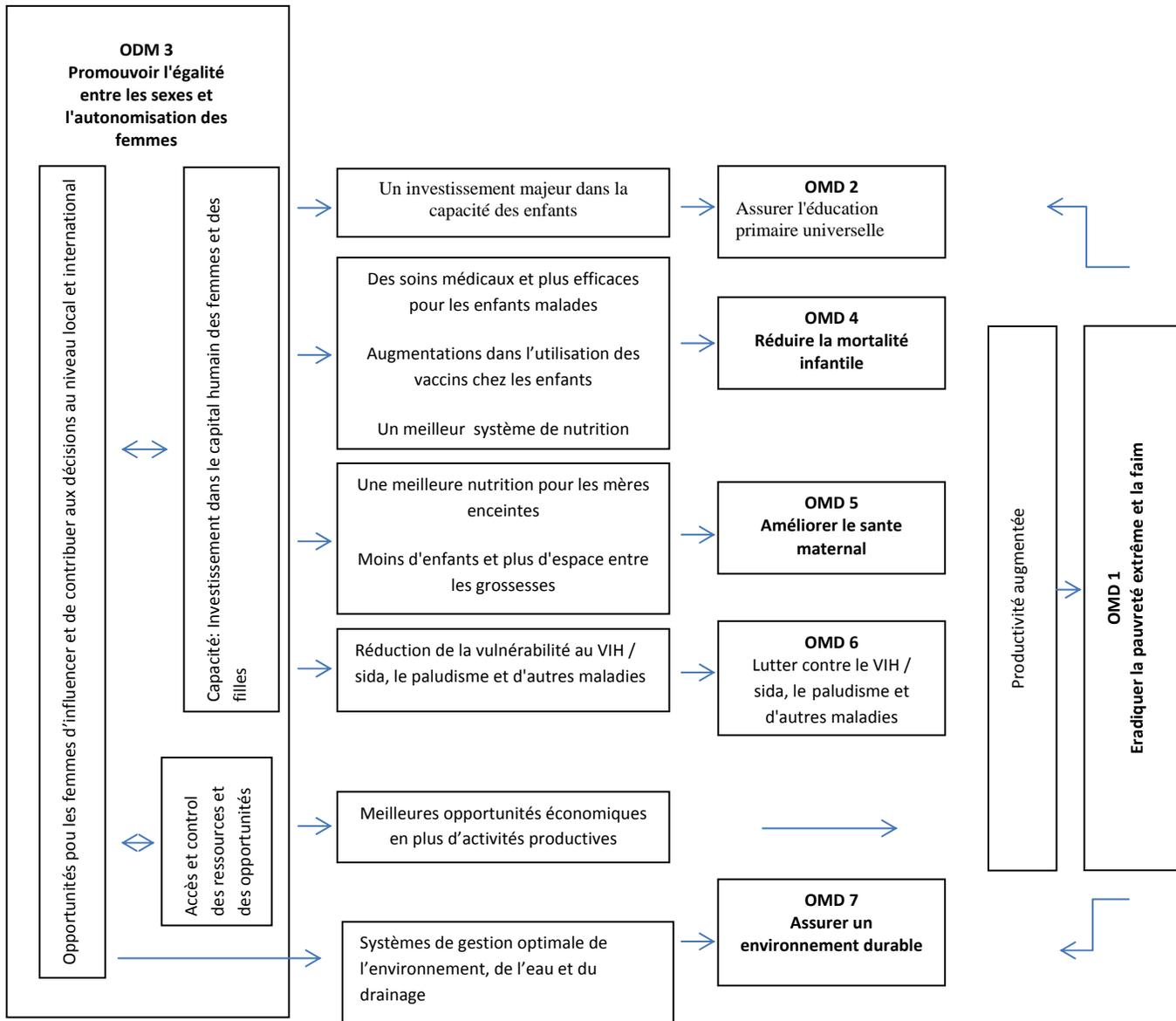
- a. Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement avant fin 2015.

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont des outils efficaces pour suivre les progrès et les défis au sein de la région, notamment en ce qui concerne l'équité entre les sexes et le bien-être des femmes. Si un objectif du Millénaire appelle à la promotion de l'équité et de l'autonomisation du sexe féminin, nous pouvons trouver au moins deux raisons importantes qui justifient l'importance de remplir cet engagement : le premier est l'argument d'équité selon lequel le bien-être des hommes et des femmes est déjà en lui-même un objectif de développement et le deuxième est basé sur l'avantage stratégique d'investir dans l'équité entre les sexes en tant qu'instrument pour réaliser d'autres objectifs du Millénaire. La fourniture de ressources aux femmes pauvres et, en même temps, la promotion de l'égalité des sexes au foyer et dans la société créent d'importants bénéfices en matière de développement. L'élargissement des opportunités pour les femmes dans les secteurs des travaux publics, de l'agriculture et des finances, entre autres, accélère la croissance économique et aide à atténuer les effets des crises financières actuelles et futures.

Les pays qui investissent dans la promotion du statut social et économique de la femme ont généralement moins de pauvreté. Des informations recueillies par la Banque mondiale indiquent par exemple qu'une année supplémentaire de scolarité secondaire chez les filles peut accroître leur salaire dans l'avenir entre 10% et 20%. Le pouvoir économique des femmes crée un effet multiplicateur qui produit rapidement des bénéfices non seulement pour les femmes elles-mêmes mais aussi pour l'ensemble de leur société.

Ci-après un diagramme tiré de la publication *Promoting Gender Equality and Empowering Women* qui montre le rapport entre les objectifs fixés par l'ONU pour assurer la réduction de la pauvreté :

L'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes comme des outils pour atteindre les autres Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)



À travers l'analyse de ce tableau nous pouvons découvrir des clés qui servent de référence pour le développement du rapport : pourquoi ce concept de genre et quelle est sa relation avec les thèmes du programme de travail développé par cette Association tels que la Promotion et le Développement des Relations commerciales de la Grande Caraïbe, spécifiquement le projet (3.2.3.3) Rencontre des Micro-, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) dans la Grande Caraïbe. Pourtant, savons-nous définir le genre, l'automatisation et le marché dans lequel se développe actuellement la femme ?

Les Nations unies définissent le terme **genre** comme l'ensemble de caractéristiques sociales, culturelles, politiques, psychologiques, juridiques et économiques assignées aux personnes d'une manière différenciée selon le sexe. Il se réfère aux écarts et disparités entre les hommes et les femmes pour des raisons sociales et culturelles ; l'approche de genre permet de visualiser et de reconnaître l'existence de relations d'hierarchie et d'inégalité entre les hommes et les femmes exprimées sous forme d'injustice, de subordination et de discrimination à l'encontre des femmes dans l'organisation générique de la société. C'est pour cette raison que l'approche de genre tâche actuellement d'humaniser la vision du développement, c'est-à-dire que le développement humain doit être basé sur **l'équité entre les sexes**.

Le terme égalité des sexes ou équité entre les sexes, utilisé par le Fonds international pour le Développement agricole se réfère à la situation où les hommes et les femmes ont les mêmes possibilités et chances dans la vie d'accéder aux ressources et aux biens de valeur, et d'en conserver le contrôle. L'objectif n'est pas tellement que les hommes et les femmes soient égaux mais d'assurer à tous et à toutes l'égalité des chances dans la vie. Pour y parvenir il est parfois nécessaire de renforcer les capacités des groupes qui ont un accès limité aux ressources ou bien de créer ces capacités pour diriger leur vie.

Le thème du genre a commencé comme une lutte des femmes pour faire valoir leurs droits en tant qu'élément fondamental en 1945 ; en revanche, actuellement il ne s'agit pas seulement de faire valoir ces principes mais de reconnaître leur relation avec le développement économique d'une région. L'Annexe I de ce travail présente les moments importants vécus par le mouvement féminin à travers l'histoire.

Un des objectifs principaux de l'Organisation internationale du Travail (OIT) est de promouvoir des opportunités pour les hommes et des femmes d'obtenir un travail productif et décent dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine. Le rapport publié par Lais Abramo, spécialiste de cette agence sur les thèmes liés au genre, fait mention du fait que dans tous les pays d'Amérique latine il existe actuellement un important déficit de **travail décent** qui assurerait aux travailleurs la pleine jouissance de leurs droits, la protection sociale et le dialogue. L'insertion de la femme dans les activités économiques est étroitement liée à l'équité entre les sexes dans le domaine des soins domestiques et

familiaux ; pour cette raison elles sont surreprésentées dans le secteur informel de l'économie où il est difficile d'effectuer des recensements qui permettraient d'obtenir un chiffre exact concernant le travail de la femme dans le marché actuel.

L'Indice de Développement humain 2011 affirme que les défis mondiaux urgents de durabilité et d'équité doivent être traités conjointement ; il identifie par la même occasion les politiques nationales et mondiales susceptibles d'impulser la réalisation de ces objectifs connexes.

Est présenté ci-après un tableau sur **l'Indice d'Inégalité de Genre des États membres et membres associés de l'AEC** tiré de la publication du PNUD qui reflète les inconvénients pour la femme dans trois dimensions : santé reproductive, automatisation et marché du travail, pour le plus grand nombre de pays possible lorsque la qualité des données le permet. L'indice montre la perte en matière de développement humain liée à l'inégalité entre les réalisations des femmes et des hommes dans ces dimensions. Il oscille entre zéro, lorsque les femmes se débrouillent aussi bien que les hommes, et 1, lorsque les femmes se débrouillent le plus mal possible dans toutes les dimensions mesurées.

De même, l'Annexe III de ce document comporte les Indicateurs internationaux de Développement humain

Indicateurs internationaux de développement de l'homme

Tableau I.

GENRE

	Antigua et Barbuda	Bahamas	Barbados	Belice	Colombia	Costa Rica	Cuba	Dominica	República Dominicana	El Salvador	France*	Grenada
Classement Mondial IDH	60 / Haut	53 / Haut	47 /Tres haut	93 / Haut	87 / Haut	69 / Haut	51 / Haut	81 / Haut	98 / Moyen	105 / Moyen	20 / Tres haut	67 / Haut
Population ayant au moins l'enseignement secondaire (ratio des taux de femmes à des taux d'hommes)	n.d.	1.041	1.022	1.073	1.009	1.03	0.92	1.28	1.188	0.853	0.941	n.d.
Taux de fécondité des adolescentes (nombre de naissances pour chaque 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans)	55.5	31.8	42.6	78.7	74.3	65.6	45.2	20	108.7	82.7	7.2	42.4
Le taux de participation dans le force du travail (Ratio taux de femmes à des taux hommes)	n.d.	0.868	0.843	0.588	0.524	0.565	0.612	n.d.	0.633	0.599	0.812	n.d.
Indice d'inégalité de genre	n.d.	0.332	0.364	0.493	0.482	0.361	0.337	n.d.	0.48	0.487	0.106	n.d.
Numéro de sièges au parlement: Ratio femme/homme	0.241	0.217	0.244	0.125	0.16	0.629	0.759	0.143	0.236	0.235	0.25	0.273
Taux de mortalité maternel (morts maternels pour chaque 100.000 naissances vivantes)	n.d.	49	64	94	85	44	53	n.d.	100	110	8	n.d.

Notes:

* Membres associés

Tableau continue

Source: Tableau comparatif élaboré avec les données de l'Indice de développement humain du PNUD 2011

Indicateurs internationaux de développement de l'homme

Tableau 2.

GENRE

	Guatemala	Guyana	Haití	Honduras	Jamaica	México	Nicaragua	Panamá	Saint Kitts et Nevis	St Lucie	St Vicent et les Grenadines	Suriname	Trinidad et Tobago	Venezuela, República Bolivariana de
Classement Mondial IDH	131 / Moyen	117 / Moyen	158 / Bas	121 / Moyen	79 / haut	57 / Haut	129 / Moyen	58 /Haut	72 / Haut	82 / Haut	85 / Haut	104 / Moyen	62 / Haut	Haut
Population ayant au moins l'enseignement secondaire (ratio des taux de femmes à des taux d'hommes)	0.742	0.975	0.619	0.878	1.041	0.901	0.689	1.046	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1.016	1.13
Taux de fécondité des adolescentes (nombre de naissances pour chaque 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans)	107.2	68.3	46.4	93.1	77.3	70.6	112.7	82.6	42.6	61.7	58.9	39.5	34.7	89.9
Le taux de participation dans la force du travail (Ratio taux de femmes à des taux hommes)	0.547	0.551	0.694	0.499	0.757	0.537	0.601	0.6	n.d.	0.673	0.711	0.583	0.705	0.644
Indice d'inégalité de genre	0.542	0.511	0.599	0.511	0.45	0.448	0.506	0.492	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0.331	0.447
Numéro de sièges au parlement: Ratio femme/homme	0.137	0.429	0.043	0.219	0.191	0.342	0.26	0.092	0.071	0.261	0.167	0.109	0.377	0.204
Taux de mortalité maternelle (morts maternels pour chaque 100.000 naissances vivantes)	110	270	300	110	89	85	100	71	n.d.	n.d.	n.d.	100	55	68

Source: Tableau comparatif élaboré avec les données de l'Indice de développement humain du PNUD 2011

Les données obtenues du Rapport sur le développement humain 2011. «La durabilité et l'équité: Un avenir meilleur pour tous», une publication de l'indépendance éditoriale sponsorisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) publié en version imprimée et en ligne le 2 Novembre, 2011 Indice de développement humain <http://hdr.undp.org/es/estadisticas/>

III. Environnement de la Petite et moyenne entreprise en Amérique latine et son importance pour le développement économique des pays.

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont vues comme le moteur économique des pays en développement et une source importante de création d'emplois à travers le monde. Ces entreprises se trouvent au cœur de l'activité économique dans la Grande Caraïbe et représentent un pilier central pour la réussite des pays qui la constituent. Ces entités convergent sur un même **marché** que nous entendons comme l'environnement dans lequel sont créées les conditions nécessaires pour échanger des biens et/ou des services ou bien l'entité où interagissent les fournisseurs et les acheteurs pour établir un lien commercial dans le but de réaliser des opérations de divers types, des accords ou des échanges.

Ce marché peut avoir deux variables, les **marchés formels et informels**. Le premier se réfère au segment du marché du travail composé d'entreprises inscrites et dont les opérations sont sujettes à certaines restrictions juridiques qui assurent le respect des lois et qui protègent les employés à travers la sécurité sociale. Elles affichent généralement des niveaux de productivité plus élevés et ont plus de 5 salariés. En revanche, le secteur informel regroupe des unités productives ayant des niveaux de productivité bas, étant donné que l'utilisation du capital est relativement basse ; il n'existe pas d'économies d'échelle, la main-d'œuvre est peu qualifiée et les revenus peuvent être considérés de subsistance. Une autre définition présente ce secteur comme l'ensemble des activités productives qui se réalisent en marge de la loi et qui, par conséquent, ne sont pas régies par les dispositions fiscales, commerciales et sanitaires, entre autres.

En Amérique latine, 95% des établissements créés correspondaient à des PME, qui, à leur tour, ont créé environ 70% des emplois au niveau national, avec entre 2 et 50 employés environ selon les informations recueillies par l'auteur Ramirez Castro dans sa publication sur les Tendances des Petites et Moyennes Entreprises. Toutefois, la définition des PME est soumise à des débats continus dans certains cas et varie d'une région à l'autre. Certaines organisations internationales, gouvernements et sociétés privées ont été chargées de parvenir à un terme commun. En général, il existe trois facteurs qui définissent les PME. Il s'agit du nombre d'employés, des ventes annuelles et de l'investissement de capitaux.

L'OCDE les définit de la manière suivante : les « micro- » entreprises sont celles qui ont moins de 19 employés, les « petites » entreprises sont celles qui ont un maximum de 99 employés. Les entreprises qui comptent entre 100 et 499 employés sont définies comme « moyennes » tandis que celles ayant plus de 500 employés sont de « grandes » entreprises. Un inconvénient de cette définition réside dans le fait que plusieurs pays en développement définissent une entreprise ayant plus de 100 employés comme « grande », de telle sorte que la définition varie d'un pays à l'autre. En revanche, à la Jamaïque, il se

trouve que le gouvernement propose la définition de ces concepts sur la base du montant des ventes annuelles qu'enregistre l'entreprise.

Ci-après un tableau comparatif de 7 pays appartenant à la Grande Caraïbe qui ont créé des définitions concernant les PME sur la base du nombre d'employés.

Pays	Critère	Micro-entreprise	Petite entreprise	Moyenne entreprise	Grande entreprise
Colombie	Nombre d'employés	Jusqu'à 10	Jusqu'à 50	Jusqu'à 200	Plus de 200
Costa Rica	Nombre d'employés	Jusqu'à 10	Jusqu'à 30	Jusqu'à 100	Plus de 100
Le Salvador	Nombre d'employés	Jusqu'à 4	Jusqu'à 49	Jusqu'à 99	Plus de 99
Guatemala	Nombre d'employés	Jusqu'à 10	Jusqu'à 25	Jusqu'à 60	Plus de 60
Mexique	Nombre d'employés	Jusqu'à 30	Jusqu'à 100	Jusqu'à 500	Plus de 500
Panama	Recettes	Jusqu'à 150. 000	Jusqu'à 1million	Jusqu'à 2.5 millions	Plus de 2,5 millions
Venezuela	Nombre d'employés	Jusqu'à 10	Jusqu'à 50	Jusqu'à 100	Plus de 100

Source : *Programme to Improve the Conditions of the Business Environment, Foundation for International Economic and Social Development (FUNDES).*

1. Caractéristiques des PME.

Les caractéristiques suivantes ont été compilées à partir de rapports régionaux et d'enquêtes qui décrivent les aspects communs des PME présentes en Amérique latine et dans la Caraïbe :

1. La grande majorité des employés se trouvent dans des entreprises de petite taille, notamment dans les industries du coton et de l'artisanat. Les PME contribuent considérablement à l'industrie manufacturière nationale, toutefois, dans une moindre mesure que leur contribution au nombre total d'emplois dans ce secteur.
2. Une part importante des produits finaux des PME est liée aux besoins essentiels tels que l'alimentation et les vêtements.
3. Les petites et moyennes entreprises utilisent relativement moins de matériels et d'équipements importés comparativement aux grandes entreprises.
4. *Un pourcentage considérable des micro-entreprises sont dirigées par des femmes, soit entre 35 et 50% du total.*

2. Dans combien de secteurs et dans quels secteurs les Petites et Moyennes Entreprises sont-elles présentes?

En Amérique latine, les PME représentent 95% des établissements créés, dans les secteurs manufacturier, commercial et des services et environ 70% des emplois. En ce qui concerne la Caraïbe, 45% des emplois créés se trouvent dans ces mêmes secteurs productifs. Plus spécifiquement, on a découvert que dans des cas comme celui de la Colombie les petites entreprises travaillent dans les affaires, l'agriculture, le commerce et les services.

Nous avons constaté que les pays de la région peuvent être divisés en trois groupes importants sur la base de la taille de l'économie et des secteurs représentés par les PME. Dans les économies plus grandes avec une structure industrielle plus développée (comme par exemple le Mexique), les entreprises sont concentrées dans le secteur alimentaire, l'industrie du textile et manufacturière, les produits chimiques, les plastiques et la métallurgie. Dans les pays à économies moyennes (comme la République bolivarienne du Venezuela et la Colombie), ces entreprises travaillent principalement dans le secteur chimique et alimentaire. À la différence du premier groupe, ces dernières n'ont qu'une présence minimale dans l'industrie métallurgique. Enfin, dans les pays à petites économies (le Costa Rica et le Nicaragua) les PME ont tendance à se concentrer dans l'industrie alimentaire.

Dans la Caraïbe, les petites et moyennes entreprises sont présentes dans les secteurs suivants par ordre décroissant :

1. Services
2. Distribution
3. Transformation alimentaire
4. Services d'hébergement
5. Matériaux de construction, machines et fabrication.
6. Industrie agroalimentaire et pêche
7. Comptabilité, informatique et services financiers
8. Publicité
9. Fabrication d'articles en métal et en bois
10. Expéditions et stockage
11. Poterie, bijouterie et artisanat.
12. Textiles

3. Rôle des PME dans le contexte des taux de chômage élevés au niveau mondial.

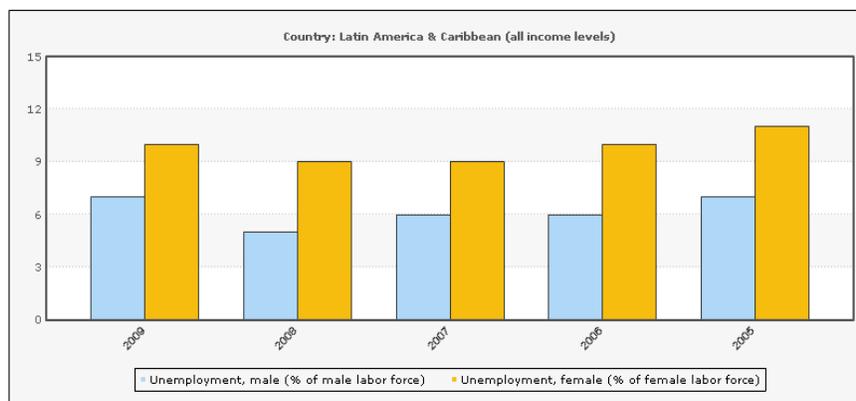
Les petites et moyennes entreprises ont été identifiées comme le moteur du développement économique et social, notamment dans les pays en voie de développement. Leur potentiel réside dans la capacité

d'accroître et de créer des opportunités d'emploi, atténuant ainsi les taux de chômage. Ces entités facilitent le développement de compétences d'affaires, assurent l'expansion des opportunités de marché, l'utilisation des matières premières locales, le développement des exportations, de même que la substitution des importations dans certains cas.

Selon Malthus, la création de PME est une stratégie du développement économique qui garantit à court et à moyen terme une croissance équitable. Dans la Grande Caraïbe, par exemple dans des pays comme le Belize, elles jouent un rôle crucial dans l'économie nationale étant donné qu'elles emploient 32% de la main-d'œuvre. En Amérique latine en général, les petites entreprises représentent plus de 95 pour cent de l'ensemble des établissements de fabrication, commerciaux et de services. Dans la Caraïbe, le Secrétariat de la CARICOM estime que les petites entreprises représentent environ 45% des postes de travail.

Selon Antonio Gayoso, il existe trois raisons fondamentales pour l'intérêt dont bénéficient les PME dans les économies en transition : premièrement, les PME sont des **employeurs de main-d'œuvre** intensive, deuxièmement, lorsqu'elles sont dirigées par leur propriétaire elles s'avèrent extrêmement efficaces et enfin, ce sont des espaces très efficaces pour le développement de milliers de **chefs d'entreprise** au sein de la population.

Conformément à la base de données de la Banque mondiale un graphique comparatif a été élaboré pour la rubrique Chômage dans la Région d'Amérique latine et de la Caraïbe, qui montre que du nombre total de personnes au chômage, ce sont les femmes qui affichent les taux de chômage les plus élevés au cours d'une longue période.



Le communiqué de presse émis par le Conseil des ministres d'Amérique centrale (COMMCA) le 28 juin de cette année révèle que si plusieurs statistiques mettent en évidence le fait que les femmes ont gagné des places en matière d'emploi, leur participation est toutefois marquée par la ségrégation professionnelle et la discrimination sexuelle ; c'est-à-dire que l'insertion professionnelle est différenciée pour les hommes et les femmes. Selon les données de l'Observatoire de l'Égalité des Sexes de la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPAL), dans les pays de la région du SICA

le pourcentage de femmes sans revenus propres oscille entre 29 et 40% comparativement à un taux de 7 à 16% pour les hommes.

En Amérique centrale, comme dans le reste du monde, plusieurs femmes font face à des restrictions lorsqu'il s'agit d'exercer leurs droits économiques, qui constituent un mécanisme indispensable pour leur contribution au développement économique et social de leur environnement. Dans ce contexte, considérant que les femmes représentent presque la moitié de la population régionale, leur intégration efficace et leur contribution au développement régional revêtent une importance vitale. Par conséquent, le développement des femmes au niveau régional sera renforcé dans la mesure où elles auront un accès accru aux opportunités de création d'entreprises.

IV. L'automatisation économique de la femme.

Le Centre de Commerce international informe que la femme au niveau mondial ne possède que 1% de la richesse, reçoit 10% des revenus mondiaux et en 2010 occupait seulement 15% des postes de direction au sein des entreprises.

La promotion de l'égalité des sexes dans les opportunités économiques et dans la société favorise de meilleurs résultats en termes de développement, y compris une productivité accrue, favorise la croissance et accélère la réduction de la pauvreté. La promotion de l'égalité des sexes dans l'accès aux ressources productives et aux opportunités économiques peut contribuer à l'augmentation de la productivité économique profitant aux femmes et aux hommes à part égale. Il s'agit d'un investissement dans la génération suivante.

1. Qu'est-ce que l'automatisation?

Lorsque nous nous référons à l'automatisation ou *empowerment* nous faisons référence à la capacité de toute personne de prendre les rênes de sa propre vie, de réaliser ses propres objectifs, de vivre selon ses propres valeurs, de parvenir à l'autosuffisance et d'avoir la possibilité de choisir et d'influer à titre individuel ou collectif sur les décisions qui touchent sa vie. L'automatisation au sens implicite signifie développer un sens de valeur, se fier aux compétences personnelles pour effectuer des changements et assurer un contrôle adéquat de notre vie. Afin qu'une femme puisse parvenir à une telle automatisation il est indispensable qu'elle puisse accéder aux ressources matérielles, humaines et sociales nécessaires pour prendre des décisions stratégiques dans sa vie.

2. En quoi consiste l'automatisation économique des femmes.

Nous pouvons signaler les points suivants :

1. Permettre aux femmes de développer des compétences commerciales, comme l'accès sûr et abordable à l'éducation primaire, secondaire et universitaire, et la possibilité d'acquérir des compétences techniques, professionnelles et/ou entrepreneuriales.
2. Opportunités pour le développement de la vie, l'alphabétisation financière, la famille et les compétences de gestion du foyer.
3. Accès aux opportunités d'emploi, libre de discrimination et de harcèlement.
4. Accès au capital, au crédit et aux autres ressources nécessaires pour monter une entreprise.
5. Appui à la carrière et au développement du leadership ; les droits et l'obtention de postes de leadership.
6. Appui aux femmes en matière d'obtention de l'égalité sociale et économique.

Le rapport sur le Développement mondial 2012 : Équité entre les Sexes et Développement de la Banque mondiale indique que le rôle de la femme s'est amélioré grâce à des avancées en matière de droits, d'éducation, de santé et d'accès aux postes de travail et aux moyens de subsistance et que les constitutions de 136 pays ont concrétisé des garanties expresses d'égalité entre citoyennes et citoyens et la non-discrimination entre hommes et femmes. Les avancées réalisées par les femmes n'ont pas été faciles et n'ont pas à l'heure actuelle atteint tous les pays et toutes les femmes, ni ont-elles été incorporées dans tous les aspects de l'égalité entre les sexes.

Nous jugeons important de signaler qu'« une plus grande égalité entre les sexes peut accroître la productivité, améliorer les résultats en matière de développement pour la prochaine génération et rendre les institutions plus représentatives ».

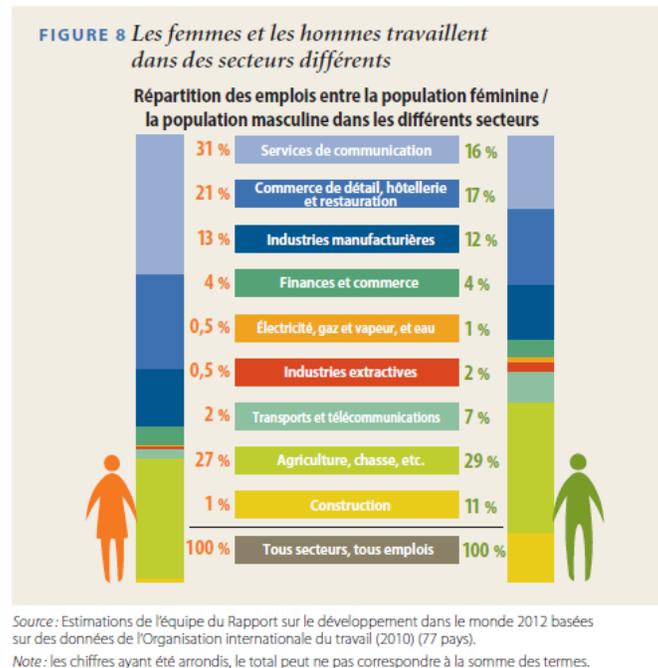
Il est nécessaire de bénéficier du même accès à l'éducation, aux opportunités économiques et aux facteurs de production que les hommes et de jouir des mêmes opportunités dans les activités sociales et politiques et dans la prise de décisions.

Actuellement plus de femmes que d'hommes s'inscrivent à l'université : l'inscription des femmes dans l'enseignement supérieur dans le monde entier a été multipliée par plus de 7 depuis 1970.

Le rapport « *Mujeres empresariales : Barreras y Oportunidades en el sector privado formal en América Latina* » (Femmes Chefs d'entreprise : Barrières et Opportunités dans le secteur privé formel en Amérique latine) indique que la région **d'Amérique latine et de la Caraïbe a fait des progrès importants au cours des dernières décennies dans le développement de l'égalité des sexes, étant donné que dans 80% des pays le taux des femmes dans l'éducation secondaire est égal ou supérieur à celui des hommes.**

Au cours des 30 dernières années la participation des femmes à la main-d'œuvre a augmenté dans la mesure où les opportunités économiques ont attiré un nombre plus élevé d'employées au marché.

Le Rapport sur le Développement mondial signale que même si beaucoup de femmes sont entrées dans le marché du travail, cela ne se traduit pas par l'égalité des chances dans l'emploi et dans les revenus des femmes et des hommes. Dans le secteur formel les femmes se concentrent sur des travaux et secteurs féminins et en raison de cet écart entre les hommes et les femmes les disparités entre les sexes persistent en termes de revenus et de productivité (agriculture, emploi salarié et activité entrepreneuriale). Ci-joint le graphique du Rapport sur le Développement mondial.



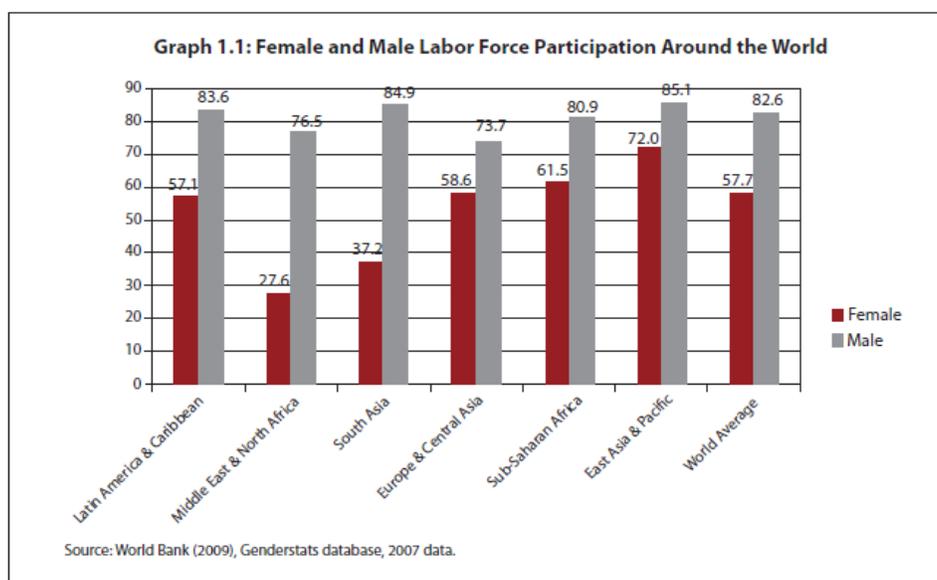
Dans la plupart des pays d'Amérique latine et de la Caraïbe le taux de participation féminine à la main-d'œuvre a augmenté considérablement depuis 1990, avec des taux de croissance de l'ordre de 1% par an. L'inégalité entre les sexes a été réduite dans le domaine de l'emploi mais persiste par secteur et profession des hommes et des femmes, ainsi qu'un manque apparent de mobilité.

Conformément au Rapport sur les Femmes Chefs d'entreprise en Amérique latine et dans la Caraïbe les femmes sont les principales responsables de la gestion du foyer pour des raisons culturelles au niveau régional. Par conséquent, même lorsqu'elles ont un emploi, elles sont considérées comme des salariées secondaires ; elles doivent surmonter des barrières, trouver l'équilibre entre l'emploi, les travaux ménagers et l'élevage de leurs enfants. Le cercle vicieux de l'inégalité générée par l'obligation sociale du travail ménager – notamment les soins – attribuée aux femmes, explique dans une large mesure leur absence des lieux de prise de décisions dans la plupart des organisations.

3. L'esprit d'entreprise.

L'initiative entrepreneuriale peut être très gratifiante et difficile, l'insécurité dans la création et la gestion d'un commerce peut être très décourageante pour les femmes pauvres dans les pays en développement, toutefois beaucoup de femmes le tentent. Les obstacles à l'initiative entrepreneuriale convergent généralement sur les mêmes points dans toutes les régions.

La femme devient chef d'entreprise en raison du manque d'opportunités dans le marché du travail et du besoin d'obtenir plus de revenus familiaux. Il est important de souligner le fait que les femmes, qu'elles travaillent pour un employeur ou pour leur propre compte, ont le même objectif : la sécurité financière. Fréquemment, les femmes chefs d'entreprise se lancent dans l'activité animées par désir de mettre en pratique une idée novatrice, de couvrir un créneau spécifique du marché ou le besoin de générer leurs propres ressources. Dans certains cas, elles choisissent cette option face à l'impossibilité de progresser dans leur carrière professionnelle au sein d'une organisation ou de trouver un travail conforme à leurs compétences, ainsi que de disposer de plus de souplesse au niveau des horaires pour leur permettre de concilier travail et famille et de jouir de plus d'indépendance.



Le graphique montre que la participation de la femme en Amérique latine et dans la Caraïbe à la main-d'œuvre est inférieure à certaines régions (Europe et Asie centrale, Afrique et Asie Pacifique) ; toutefois elle se maintient à un niveau comparable à la moyenne mondiale.

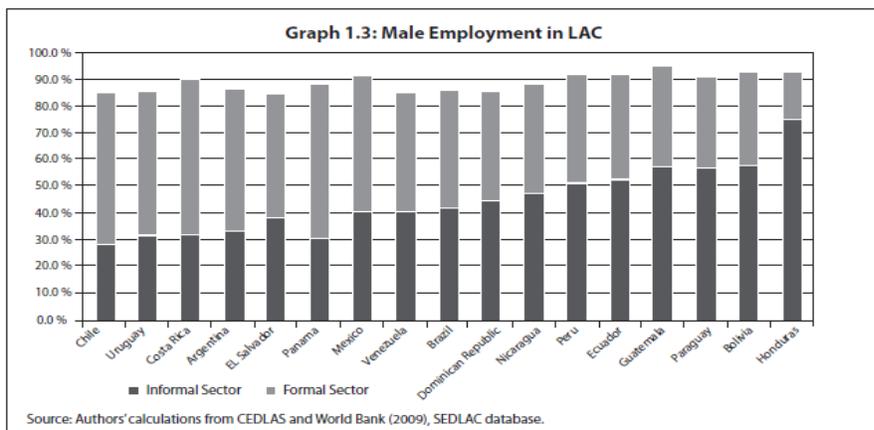
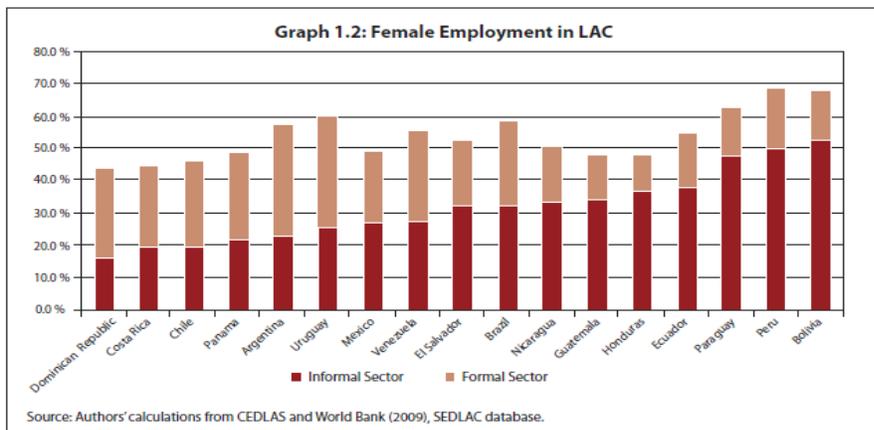
Dans le cas de l'Amérique latine, la part de la main-d'œuvre féminine est à l'heure actuelle aux alentours de 57%, et elle a augmenté considérablement au cours des 20 dernières années. Une proportion élevée de femmes ont tendance à travailler dans le secteur informel et par conséquent cela n'est pas

comptabilisé. En revanche, l'indice de l'emploi des hommes est de 85% dans tous les pays et les taux de participation des femmes célibataires sans enfants sont semblables à ceux des hommes.

Les femmes de la région entrent dans le secteur informel à la recherche de plus de souplesse dans les travaux ménagers, tout en sacrifiant les droits du travail et autres prestations ; cependant, à travers ce secteur, elles parviennent à obtenir des revenus salariaux plus élevés comparativement au secteur privé formel.

Les différences au niveau du salaire continuent d'être un obstacle important à la croissance économique de la femme. En Amérique latine les hommes gagnent en moyenne 10% de plus que les femmes, même s'il existe des différences importantes entre les pays et secteurs. En outre, les femmes présentent des taux de chômage plus élevés et des périodes de chômage plus longues, de même que la diminution des rendements à l'éducation.

Les rôles traditionnels du foyer et les croyances culturelles en Amérique latine et dans la Caraïbe expliquent certaines difficultés éprouvées par les femmes pour entrer et rester dans le marché de l'emploi formel. La participation féminine à la main-d'œuvre a tendance à se concentrer dans quelques rares secteurs, principalement le commerce, l'éducation et la santé.



En Jamaïque, la moitié des femmes travaillent dans des postes où elles reçoivent un salaire minimum ; dans des pays comme le Guatemala, le Honduras, la Jamaïque et le Nicaragua, environ un tiers des employées travaillent dans le secteur commercial et dans des pays comme la Jamaïque et le Panama un quart des femmes travaillent dans le secteur de la santé et de l'éducation. (*Mujeres empresariales*) Par ailleurs, la plupart des femmes travaillent dans le secteur informel ce qui ne peut pas être comptabilisé.

V. Les femmes chefs d'entreprise

Les raisons pour lesquelles les femmes décident de devenir chefs d'entreprise diffèrent de celles des hommes. Les facteurs influant sur le lancement d'une entreprise sont spécifiques pour les femmes. Il peut s'agir de facteurs d'incitation (Push-out factors), facteurs basés sur des raisons de besoin, y compris par exemple les barrières dans le marché du travail ou le besoin d'obtenir des revenus supplémentaires. Les facteurs d'attraction (Pull in factors) sont fonction de l'opportunité, des bénéfices attendus ou du désir d'avoir plus de souplesse.

Un pourcentage élevé de femmes entrent dans le monde des petites et moyennes entreprises motivées par le besoin d'accroître ou de générer des revenus pour leur famille.

L'activité entrepreneuriale des femmes obtient de plus en plus de reconnaissance dans tous les milieux, étant donné que le développement économique de la femme à travers la création d'entreprises a un impact positif dans un certain nombre de domaines.

Le développement de la femme chef d'entreprise se répercute sur la croissance économique et fournit des opportunités d'emploi pour les propriétaires des entreprises et les employés. En outre, il se traduit par une amélioration économique des femmes, donnant lieu à une élévation de la condition sociale, et des niveaux d'éducation et de santé pour les femmes et leur famille.

Conformément au rapport de la Banque mondiale sur l'égalité des sexes en Amérique latine et dans la Caraïbe, en dépit de la réussite entrepreneuriale connue par les femmes, cette dernière a été limitée aux micro- et petites entreprises. Le rapport suggère qu'il doit exister des politiques et programmes visant à promouvoir la croissance des entreprises dont les propriétaires sont des femmes. Cette croissance peut être promue à travers des services de développement d'entreprises, formation entrepreneuriale, crédit à plus grande échelle et accès aux réseaux, au marché et à la technologie.

Après avoir pris la décision d'entrer dans le monde des entreprises, la femme est confrontée à des barrières spécifiques en rapport avec le milieu des entreprises.

Parmi ces dernières figurent les facteurs suivants qui touchent les femmes chefs d'entreprise :

1. Absence d'une culture d'entreprises, cette activité étant considérée comme un investissement moins attractif ou une possibilité d'emploi.
2. Manque d'accès à des produits financiers adéquats et manque d'expérience et de connaissances du système bancaire formel.
3. Manque d'économies et de garanties traditionnelles.
4. Convention sociale et discrimination sexuelle.
5. Responsabilités familiales et domestiques.
6. Manque de formation ou lacunes dans les compétences de gestion entrepreneuriale.
7. Manque d'information disponible sur les opportunités d'investissements dans les petites entreprises.
8. Connaissances insuffisantes des politiques et procédures relatives aux importations et aux éléments spéciaux
9. Limitations du marché et l'impossibilité de vendre des produits et services, notamment dans le manque de disponibilité et le prix élevé des matières premières, la qualité des intrants importés et du matériel d'emballage.
10. Manque de disponibilité et coût élevé des matières premières, qualité des facteurs de production importés et du matériel d'emballage.
11. Difficulté pour accéder au crédit.
12. Les petites et micro-entreprises, en raison de leur niveau de production bas, sont incapables de profiter des économies d'échelle.

Table 3.3: Provision of Business Training by Region

Region	Average Score
High-income countries	4.36
Latin America and Caribbean	2.94
Europe and Central Asia	2.83
East Asia and Pacific	2.80
Middle East and North Africa	2.53
Africa	2.22
South Asia	1.75

Note: The score runs from 1 to 5, with 5 indicating the highest level of business training. The factors considered in constructing the score are "existence of government or non-government programs offering Small- and medium-enterprise (SME) support/development training."
 Source: "Women's Economic Opportunity Index" database by the Economist Intelligence Unit.

Table 3.1: Barriers to Entrepreneurship and Scaling-Up Micro and Small Enterprises

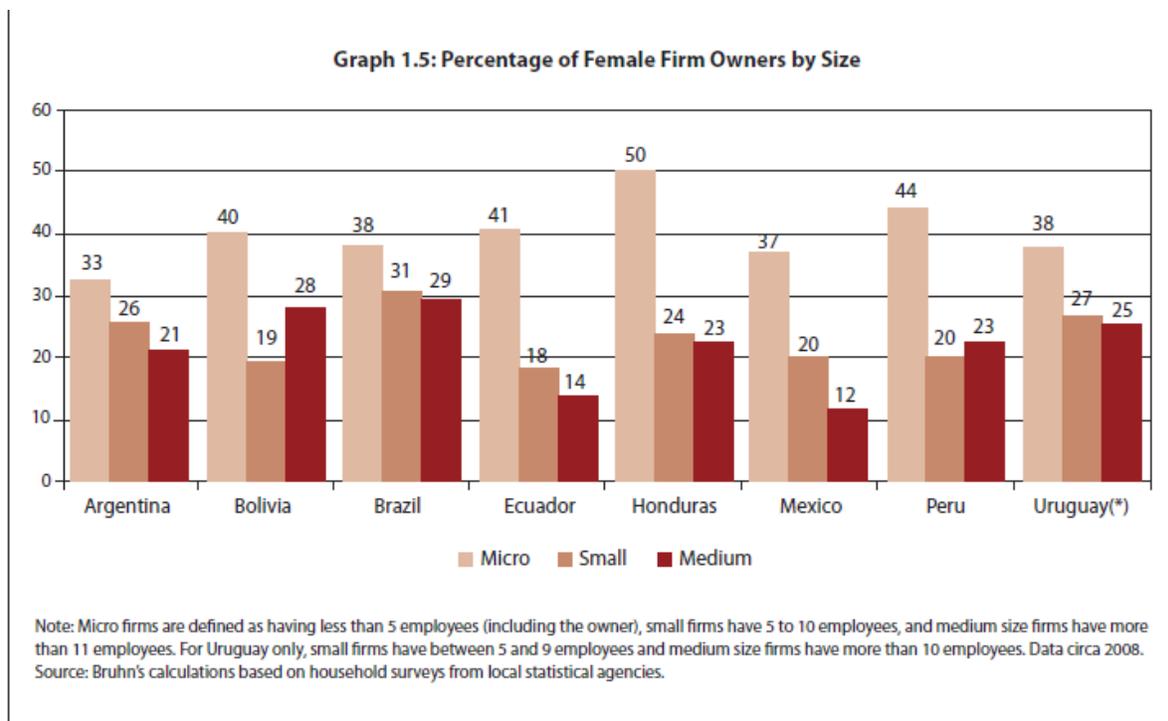
	Affect both Men and Women	Affect Women Disproportionately	Affect Mostly Women
Doing Business Environment	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of information about firm registry and permits • Cumbersome procedures and sometimes extremely high taxes • Burdensome labor law 	<ul style="list-style-type: none"> • Exposure to corruption through high regulation 	<ul style="list-style-type: none"> • Legislation still requires husbands to approve personal assets and business transactions (Chile)
Individual Skills and Human Capital	<ul style="list-style-type: none"> • Differences in entrepreneurial ability • Lack of quality training and courses 	<ul style="list-style-type: none"> • Female entrepreneurs have lower human capital (some countries) • Lack of quality training and relevant courses 	
Asset Accumulation, Use of Collateral, and Finance	<ul style="list-style-type: none"> • Insufficient asset accumulation • Problems with land and real estate registry and titling • Incipient financial systems • Lack of financial products for SMEs 	<ul style="list-style-type: none"> • Use of collateral • Problems with land and real estate registry and titling • Lack of financial products for SMEs 	<ul style="list-style-type: none"> • Asset ownership (land and real estate) by husbands and fathers only still prevails (in some countries) • Women accumulate assets of less market value • Business is located at home
Intra-household Allocation and Gender Roles		<ul style="list-style-type: none"> • Concentration in sectors and occupations by gender 	<ul style="list-style-type: none"> • Childcare responsibilities (elderly care and sick care) • Business is located at home
Other Social Factors	<ul style="list-style-type: none"> • Access to networks limited by social class 	<ul style="list-style-type: none"> • Access to networks limited by social class 	

Outre les facteurs indiqués il existe d'autres barrières dont les suivantes :

1. Accès aux réseaux et aux marchés : les réseaux sont la clé pour obtenir un financement, rechercher un appui logistique, des produits et services de marché, etc.
2. Technologie : les femmes utilisent moins de technologie que les hommes pour diriger leur commerce ; cela s'explique probablement par le coût et le manque d'information et de formation.
3. Aversion au risque : les femmes montrent une plus grande aversion au risque que les hommes, ce qui peut constituer un obstacle à la croissance du commerce. Ce comportement peut influencer sur les décisions comme le recrutement de personnel et le contrôle des coûts commerciaux nécessaires. Cela explique aussi la raison pour laquelle les entreprises dirigées par des femmes croissent plus lentement que celles dirigées par des hommes malgré le fait que leurs bénéfices peuvent être plus stables, entre autres parce que les femmes ont tendance à diversifier leurs

revenus. Elles ont tendance à être plus conservatrices du fait de lancer leur commerce dans des situations de vulnérabilité.

Les femmes latino-américaines ont plus de chances d'être des chefs d'entreprise que celles des autres régions. En Amérique latine l'écart entre les hommes et femmes chefs d'entreprise est de 24% comparativement à 43% en Asie et 45% en Europe.



Si nous souhaitons vraiment lutter contre la pauvreté, nous devons faire les choses différemment : nous devons accorder aux femmes le pouvoir de réussir dans les affaires et le commerce et changer l'environnement de travail à travers des politiques d'appui aux femmes. L'accès au financement est crucial pour assurer la réussite d'une entreprise et le manque d'accès des femmes à cette ressource a été largement documenté. La crise économique a aggravé la situation déjà peu avantageuse pour les femmes chefs d'entreprise. Les femmes nécessitent une composante spécifique conçue pour répondre à la crise financière mondiale afin d'assurer qu'elles ne seront pas exclues du crédit ; aussi, à travers le point suivant intitulé Microfinancement nous visons à présenter un panorama plus large pour faciliter l'accès à cet outil de la part des femmes.

VI. Micro financement

Les origines du micro financement remontent à presque cinq décennies en tant qu'expérience pour fournir des prêts à des personnes pauvres ; ce concept est compris, depuis peu, comme la facilitation de prêts aux femmes afin qu'elles puissent monter une entreprise et générer des revenus pour elles-mêmes et leurs familles.

Comme cela a été analysé, traditionnellement, la femme a éprouvé plus de difficultés pour accéder au crédit. Le financement dans la plupart des cas, lorsqu'il est disponible, répond seulement aux besoins des sociétés mûres et de grande taille.

Si la plupart des petites et moyennes entreprises font face à de graves problèmes pour accéder aux crédits, les femmes éprouvent davantage de difficultés malgré les preuves qu'elles sont de très bonnes payeuses. La plupart des petites entreprises font face à des obstacles administratifs liés aux procédures complexes et aux longues périodes de temps requises pour monter une entreprise. Cette responsabilité a tendance à être plus difficile en raison des caractéristiques des commerces, qui disposent généralement d'une structure administrative peu développée pour ce type de démarches.

Les institutions financières sont généralement conservatrices dans leur traitement des femmes, tendent à restreindre leurs services financiers et mettent en œuvre des pratiques discriminatoires même lorsque leur profil financier est identique à celui des hommes.

Même si l'accès des femmes aux services financiers a augmenté considérablement durant la dernière décennie, la possibilité pour ces dernières d'en profiter continue d'être limitée par les désavantages qu'elles subissent en raison de leur sexe. Récemment, diverses ressources et institutions en appui au développement de ces commerces ont été promues avec de plus en plus de force. Le microfinancement a le potentiel de produire un impact sur l'automatisation des femmes. Non seulement est-il possible d'accéder à des crédits financiers, mais des ateliers sont aussi promus pour développer les compétences entrepreneuriales, la gestion des ressources, les compétences de négociation et de détection de nouveaux commerces qui leur permettraient non seulement de monter une entreprise mais aussi d'assurer sa permanence sur le marché et sa croissance vers les entreprises plus grandes.

Les publications en date du 13 avril 2012 de la Banque interaméricaine de Développement (BID) et du Fonds multilatéral d'Investissements ont informé qu'ils offriront jusqu'à \$55 millions de dollars pour appuyer les intermédiaires financiers en Amérique latine et dans la Caraïbe qui mettront en œuvre des modèles de financement pour les entreprises dirigées par des femmes ; initiative intitulée « Women Entrepreneurship Banking ». À travers cette initiative, on promouvra un financement sur mesure et une assistance technique pour incorporer ces nouveaux bénéficiaires au sein du système économique que nous connaissons.

Dans l'Annexe II se trouvent diverses institutions dans la région d'Amérique latine qui déploient leurs efforts pour encourager la participation des femmes au marché productif.

VII. Points Importants

Les études, rapports et documents compilés pour le développement de ce rapport, conviennent que l'égalité entre les sexes est un facteur clé pour le développement économique des pays et, reconnaissent la nécessité de promouvoir la participation égale des femmes et des hommes dans le développement économique et social.

Le progrès s'accroît de plus en plus pour les femmes entrepreneures et à cet égard il est nécessaire d'avoir des politiques publiques dans chaque pays pour soutenir le développement des PME. Les programmes de formation technique doivent être menés pour assurer l'aide, le soutien à l'acquisition de prêts pour le développement des entreprises, et pour renforcer les capacités des femmes dans la promotion du développement durable et l'expansion des réseaux de femmes entrepreneures.

Voici quelques points importants trouvés dans cette recherche :

- 1 - L'inégalité des sexes persiste dans les systèmes juridiques du monde entier.
- 2 - L'inscription des femmes dans l'enseignement supérieur dans le monde entier a augmenté de plus de 7 depuis 1970.
- 3 - Les femmes ont un niveau d'éducation et de scolarisation plus élevé par rapport à celui des hommes.
- 4 - Que le taux de fréquentation scolaire des femmes est plus élevé que celui des hommes. Par groupe d'âge et le sexe, dans les principaux centres urbains est pour les gens / jeunes âgés de 15 à 17 ans de 78,6 pour les hommes et 84,6 pour les femmes, tandis que pour les 18 à 24 ans il est de 41,5 et 48,6 respectivement.
- 5 - Il y a une augmentation de la participation féminine au marché du travail en raison de l'augmentation de leur niveau de scolarité,
- 6 - La région Amérique latine et des Caraïbes a fait de grands progrès ces dernières décennies quant à la promotion de l'égalité entre les sexes. Dans 80% des pays, le taux des femmes dans l'enseignement secondaire est égal ou supérieur au taux des hommes.

7 - Les femmes prennent des rôles clés dans le processus de développement économique et dans le soutien de leurs propres maisons.

8 - L'insertion dans le marché du travail des femmes ne se produit pas sur un pied d'égalité avec les hommes parce que les femmes présentent certains inconvénients qui entravent leur accès et la permanence.

9 - Les revenus perçus par les femmes durant leur vie active, est inférieure de 10% à ceux des hommes.

10 - La création d'une entreprise et sa croissance est plus difficile pour les femmes que pour les hommes.

11 - Les femmes entrepreneures sont généralement des micros, petites et moyennes entreprises et se concentrent dans le secteur des services afin d'avoir un équilibre travail-famille.

12 - Au fil des années des groupes de femmes ont lutté pour la présence des femmes à des postes élevés dans les entreprises ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat féminin.

13 - Les principaux obstacles identifiés dans le présent document sont les suivants:

- i. Le manque d'accès au financement est le principal obstacle au développement des affaires et de la condition de crédit.
- ii. b. L'équilibre entre la vie professionnelle et personnelle. Pour des raisons de culture dans la société, les femmes chefs d'entreprise passés par une situation de double responsabilité à domicile / travail, ce qui influe sur leur développement personnel et professionnel.
- iii. c. Manque de formation en gestion d'entreprise
- iv. d. Conseils pour créer une entreprise
- v. e. Le manque de mise en réseau

VIII. Annexes

Annexe 1.

Principaux événements qui ont eu une incidence sur le développement du genre à travers le temps.

1945	Signature de la charte de l'ONU proclamant l'égalité entre les sexes comme un droit humain fondamental.
1950	Baisse du taux de fécondité de 5 à 2,5 au plus tard en 2010.
1960	Siramayo Bandaranaike est la première femme à assumer les fonctions de Premier Ministre du Ceylan aujourd'hui le Sri Lanka.
1970	Plus de 70 pays accordent aux femmes le droit de vote entre les années 50 et 70.
1975	Tenue de la première Conférence mondiale sur la Femme, qui convient de lutter pour l'égalité et de combattre la discrimination.
1977	L'Assemblée générale de l'ONU proclame le 8 mars la Journée internationale de la Femme. 1
1979	Adoption de la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF)
1982	Première femme comme économiste en chef, Anne Krueger vice-présidente et première économiste de la BM
1986	La Philippine Corazón Aquino devient la première Chef d'État élue démocratiquement en Asie.
1988	Benazir Bhutto devient Premier Ministre du Pakistan, une nation musulmane.
1990	La nicaraguayenne Violeta Chamorro devient la première Chef d'État élue en Amérique latine.
1995	Tenue de la Quatrième Conférence mondiale sur la Femme à Beijing. Les femmes au Parlement représentent 10% des députés dans le monde entier ; ce pourcentage augmentera à 17% en 2009.
2000	Les leaders mondiaux adoptent huit objectifs de développement du Millénaire, engageant les nations à réduire la pauvreté et à réaliser une série d'objectifs au plus tard en 2015.
2005-2006	Entre 1999 et 2006, le nombre de filles ayant terminé l'école primaire dans le monde entier a augmenté de 9%.
2007	Plan d'action sur les questions de genre ; une stratégie économique qui s'occupe de doter les femmes de moyens économiques dans quatre secteurs clé : finances, marché du travail, terres et agriculture et infrastructure.
2008	Baisse de 34% de la mortalité maternelle ; le nombre de femmes qui meurent des complications de la grossesse et de l'accouchement.
2010	Lancement d'ONU Femmes ; Michelle Bachelet est désignée pour présider cette agence chargée de superviser tous les programmes qui promeuvent les droits de la femme.
2011-2012	La Banque mondiale publie le dernier Rapport sur le Développement mondial 2012 : Équité entre les sexes et Développement qui présente les données les plus récentes relativement à ce thème.

Source : <http://www.bancomundial.org/dia-internacional-de-la-femme.htm>

Le rapport de la Banque mondiale sur le développement mondial 2012: Équité entre les sexes et développement est disponible à travers le lien suivant : <http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2012/Resources/7778105-299699968583/7786210-1315936222006/Complete-Report.pdf>

Annexe 2.

Réseaux des femmes qui travaillent dans les activités productives (pays de l'AEC).

Pays	Organisation
Barbade	Business & Professional Women (Femmes chefs d'entreprise et professionnelles)
Colombie	Asociación Iberoamericana de Mujeres Empresarias (AIME) (Association latino-américaine des Femmes Chefs d'Entreprise) Centro de Apoyo a Mujeres Emprendedoras (CAME) (Centre d'appui aux Femmes chefs d'entreprise) Fundación WWB Colombia (Fondation WWB Colombie)
Costa Rica	Foro de Empresarias y Profesionales de Costa Rica (Forum des Femmes Chefs d'Entreprise et professionnelles du Costa Rica) Fundación Mujer (Fondation de la Femme) Fundecooperación
Le Salvador	Red de Emprendedoras Salvadoreñas en la Comercialización (Réseau des Femmes Chefs d'Entreprise du Salvador)
Honduras	Organización para el Desarrollo Empresarial Femenino Financiera S.A. (Organisation pour le Développement entrepreneurial et financier des Femmes) Cooperativa Mixta Unidas para Progresar (Coopérative mixte unie pour le Progrès)
Jamaïque	Women Business Owners (Femmes Chefs d'entreprise)
Mexique	Asociación Mexicana de Mujeres Empresarias (Association des Femmes Chefs d'entreprise du Mexique) Asociación Mexicana de Mujeres Organizadas en Red (AMMO) (Association des Femmes organisées en réseau du Mexique) Red Nacional de Mujeres Rurales (RENAMUR) (Réseau national des Femmes rurales)
Nicaragua	Asociación Alternativa para el Desarrollo Integral de las Mujeres (ADIM) (Association alternative pour le Développement intégral des Femmes) Congreso Permanente de Mujeres Empresarias de Nicaragua (CPMEN) (Congrès permanent des Femmes Chefs d'entreprise du Nicaragua)
Panama	BPW Panamá Federación Nacional de Mujeres de Negocios y Profesionales (FNMNPP) (Fédération nationale des Femmes Chefs d'Entreprise et professionnelles)
Surinam	Women Business Group (Groupe de Femmes Chefs d'Entreprise)
République bolivarienne du Venezuela	Federación Mujeres Empresarias de Venezuela (FEDEMEV) (Fédération des Femmes Chefs d'entreprise du Venezuela)
Amérique latine	Federación Iberoamericana de Mujeres de Empresa – FIDE (Fédération latino-américaine des Femmes Chefs d'entreprise)
Caraïbe	International Association of Caribbean Women Entrepreneurs (Association internationale des Femmes Chefs d'Entreprise de la Caraïbe)

Source :

Information obtenue du document Mujeres emprendedoras América Latina y el Caribe : Realidades, obstáculos desafíos (Lidia Heller) CEPALC.

Desarrollando Mujeres Empresarias: Las necesidades de replantear Políticas y Programas de Genero en el Desarrollo de Pymes. Document du SELA.

Indicateurs internationaux de développement de l'homme

Accessed: 6/25/2012, 7:06 PM en
<http://hdr.undp.org/es/>

Índice d'inegalite de genre	2000					
	1980	Latin America and the Caribbean	Caribbean	Latin America	World	Developing: Latin America and the Caribbean
	2011	..	..	..	..	..
Population ayant au moins l'enseignement secondaire (ratio des taux de femmes à des taux d'hommes)	1990	..	..	..	..	..
	2000	..	..	..	..	..
	1980	..	..	..	..	..
Population, hommes (*1000) (miles)	2011	0.959	0.914	0.964	0.796	0.959
	1990	0.842	0.81	0.846	0.729	0.842
	2000	..	..	..	..	..
Population, femmes (*1000) (miles)	1980	0.926	0.841	0.935	0.787	0.925
	2011	255,668.11	16,550.74	239,117.37	3,071,300.36	255,535.10
	1990	178,498.69	12,653.28	165,845.41	2,227,173.71	178,380.23
Le taux de participation dans la force du travail (Ratio taux de femmes à des taux hommes)	2000	291,895.17	18,230.39	273,664.78	3,500,808.48	291,759.24
	1980	217,754.23	14,650.96	203,103.27	2,658,250.74	217,629.47
	2011	260,298.70	16,596.30	243,702.40	3,020,830.58	260,164.20
Source	1990	179,333.92	12,617.89	166,716.03	2,201,418.48	179,203.59
	2000	299,106.72	18,312.27	280,794.45	3,440,368.58	298,968.72
	1980	220,280.81	14,676.63	205,604.18	2,620,261.68	220,146.07
	2011	0.582	0.615	0.58	0.652	0.582
	1990	0.444	0.554	0.436	0.611	0.444
	
		0.493	0.576	0.487	0.646	0.492

Índice d'inegalite de genre: "Calculs du Bureau charge du Rapport base sur UNICEF (2011), ONU-DAES (2011), UIP (2011), Barro y Lee (2010b), UNESCO (2011) y OIT (2011)."
 Population ayant au moins l'enseignement

secondaire (ratio des taux de femmes à des
taux d'hommes): Barro, R.J and J.-
W.Lee.(2010)

Population, hommes (*1000): ONU-DAES (2011).

Población, mujeres (*1000): ONU-DAES (2011).

Taux de participation dans la force du travail (Ratio taux de
femmes-taux d'hommes): OIT (2011)



TABLEAU CONTINUE

Accessed: 6/25/2012,6:53 PM en <http://hdr.undp.org/es/>

		Sainte Lucie	St Vincent et les Grenadines	Suriname	Trinidad et Tobago	República Bolivariana de Venezuela
Índice d'inegalite de genre	1980	..	..	..	..	..
	1990	..	..	..	..	..
	2000	..	..	..	..	..
	2011	..	..	..	0.331	0.447
Índice d'education	1980	..	..	..	0.574	0.466
	1990	..	..	..	0.609	0.476
	2000	..	..	..	0.649	0.524
	2011	0.693	0.712	0.636	0.712	0.692
Population ayant au moins l'enseignement secondaire (ratio des taux de femmes à des taux d'hommes)	1980	..	..	..	0.985	0.878
	1990	..	..	..	1.011	0.967
	2000	..	..	..	1.012	1.014
	2011	..	..	..	..	..
Population, hommes (*1000) (miles)	1980	57.22	48.65	184.74	537.05	7,607.35
	1990	67.45	53.42	206.63	597.46	9,926.76
	2000	76.6	54.32	235.9	629.99	12,250.80
	2011	85.67	55.21	265.41	652.13	14,766.19
Population, femmes (*1000) (miles)	1980	60.47	51.81	181.01	541.15	7,428.93
	1990	70.59	54.03	200.26	618.04	9,758.42
	2000	80.51	53.57	230.94	662.06	12,097.50
	2011	90.37	54.16	264.01	694.22	14,670.70
Le taux de participation dans la force du travail (Ratio taux de femmes à des taux hommes)	1980	0.424	0.459	0.513	0.527	0.346
	1990	0.55	0.548	0.528	0.508	0.442
	2000	0.608	0.634	0.515	0.613	0.56
	2011	..	..	..	..	..

Source

Índice d'inegalite de genre: "Cálculos de la Oficina encargada del Informe basados en UNICEF (2011), ONU-DAES (2011), UIP (2011), Barro y Lee (2010b), UNESCO (2011) y OIT (2011)."

Índice d'education: Cálculos de la HDRO

Population ayant au moins l'enseignement secondaire (ratio des taux de femmes à des taux d'hommes): Barro, R.J and J.-W.Lee.(2010)

Le taux de participation dans la force du travail (Ratio taux de femmes à des taux hommes) :
OIT (2011)

ANNEXE 4

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE -AEC

DOCUMENT CONCEPTUEL DE L'AEC

**ACTIVITE: Renforcement de la capacité des femmes grâce au commerce
Séminaire de formation**



I. APERCU DE L'ACTIVITÉ	
A. DESCRIPTION DE L'Activité	
1.1 Nom/Numéro du projet	3.2.3.3 Micros, petites et moyennes entreprises de la Grande Caraïbe: Renforcement de la capacité des femmes grâce au commerce. Séminaire de formation
1.2 Domaine prioritaire de l'AEC	Direction chargée du développement du commerce et des relations économiques extérieures
1.3 Objectifs	<p>Objectif général: Réaliser un séminaire de renforcement des capacités pour fournir aux femmes chefs d'entreprises et propriétaires de petites entreprises les outils nécessaires pour traiter des questions liées aux problèmes et obstacles existant en matière de gestion des PME, en tirant le meilleur profit possible des accords commerciaux existants et en augmentant leur compétitivité.</p> <p>Objectifs spécifiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir des informations sur l'accès au financement pour développer l'activité commerciale, faire connaître les possibilités de financement et les schémas de subventions, etc. • Offrir une formation et développer les capacités en matière de gestion d'entreprises. • Fournir des informations sur les possibilités d'investissement pour les petites entreprises. • Permettre de mieux connaître les politiques et procédures concernant l'importation et l'exportation de produits.

	<ul style="list-style-type: none">• Discuter des domaines d'innovation et des nouveaux marchés.• Permettre de mieux connaître les accords commerciaux existants et ce que l'on peut en tirer.• Créer de nouvelles conditions pour améliorer la compétitivité des activités économiques dans la Région.• Encourager les femmes chefs d'entreprises et le développement des PME.• Encourager le commerce et les investissements dans la Région entre les groupes de pays de la Grande Caraïbe et avec le reste du monde, en profitant du renforcement des liens entre commerce et investissements.
--	--

<p>1.4 Justification</p>	<p>L'activité des femmes chefs d'entreprises s'est substantiellement accrue ces derniers temps et est de plus en plus reconnue dans toutes les sphères, car le développement économiques des femmes a un impact réel - aux plans économique et social - dans un certain nombre de domaines. Le développement des entreprises féminines offre des possibilités d'emploi aux propriétaires d'entreprises et à leurs travailleurs et contribue à améliorer la condition économique des femmes, et par conséquent à améliorer leur statut social ainsi que l'éducation et la santé.</p> <p>D'après un rapport de la Banque mondiale sur l'égalité des genres en Amérique latine et dans la Caraïbe, bien que les femmes aient remporté de grands succès dans le domaine des affaires, elles se limitent aux micros et petites entreprises, ce qui donne à penser qu'il faut des politiques et programmes encourageant le développement des entreprises appartenant à des femmes. Ceci pourrait se faire à l'aide de services favorisant le développement des entreprises, de formation commerciale, d'un accès accru aux réseaux, aux marchés et à la technologie.</p>
<p>1.5 Résultats attendus/ Composantes</p>	<p>Réalisation positive d'un séminaire ayant pour objectif le renforcement des capacités et le partage des connaissances pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accroître les capacités et les compétences des femmes chefs d'entreprises et propriétaires de petites entreprises. • Mieux faire connaître les possibilités d'accès au financement, les accords commerciaux et le développement du commerce des produits.
<p>1.6 Coûts et durée estimatifs</p>	<p>Durée: 2 jours</p> <p>Coût estimatif: 25.000 USD</p>

1.7 Situation actuelle	A réaliser dans 4 à 6 mois.
B. PARTIES INTERESSÉES	
1.8 Entité responsable	Association des Etats de la Caraïbe (Direction chargée du développement du commerce et des relations économiques extérieures)
1.9 Bénéficiaires	Etats Membres et membres Associés des pays de la Grande Caraïbe Institutions économiques de la Grande Caraïbe. Femmes chefs et propriétaires d'entreprises Institutions régionales/Internationales Associations de petites entreprises de la Région Organisations régionales de femmes Organisations de promotion du commerce Ministères du commerce et de l'industrie
1.10 Institutions collaboratrices	Centre du commerce international, Organisations de femmes, UNIFEM, Caribbean Export Development, CARICOM, ONU Femmes, agences et ministères du commerce et de l'industrie de la Région, chambres de commerce de la Région, Membres et membres Associés de l'AEC (Proposition)
1.11 Institutions exécutantes	Association des Etats de la Caraïbe (AEC) en association avec les Etats Membres ou membres Associés ainsi que toute autre organisation intéressée
1.12 Institutions assurant le financement	Agences de financement, pays bailleur de fonds (qui sera identifié par les Membres ou membres Associés de l'AEC)

IX. Bibliographie

- i. Équité de genre, Cahier Politique du PNUD.
http://www.pnud.org.co/img_upload/196a010e5069f0db02ea92181c5b8aec/Cuaderno_Politico_EQUIDAD_DE_GENE_RPNUD_PDF.pdf
- ii. Objectifs du Millénaire pour le Développement, Organisation des Nations Unies.
<http://www.un.org/spanish/millenniumgoals/>
- iii. Organisation internationale du Travail (OIT) <http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/mission-and-objectives/lang-es/index.htm>
- iv. Rapport sur le Développement humain 2011, PNUD.
<http://hdr.undp.org/es/informes/mundial/idh2011/>
- v. 5.- Políticas de Apoyo a las Pymes en America Latina, Entre avances innovadores y desafíos constitucionales. CEPALC <http://www.eclac.org/ddpe/publicaciones/xml/7/41837/LBC107.pdf>
- vi. 6.- Programme to Improve the Conditions of the Business Environment, Foundation for Internatinal Economic and Social Development (FUNDES)
- vii. 7.- Small and Medium Enterprises in the Caribbean. UWI. Tewarie, B. 1997.
- viii. 8.- National Micro and Small Enterprises Comission (CONAMYPE).
- ix. 9.- Special trends in small and medium enterprises in Bogotá, Ramirez Castro, M, 2006.
- x. 10. Cuba In Transition, Antonio Gayoso, 1999.
- xi. Empowering Women Through Microfinance, UNIFEM.
<http://www.microcreditsummit.org/papers/empowerment.pdf>
- xii. Microfinanzas en America Latina y el Caribe: EL sector en cifras 2011. Paola Pedroza, Octubre 2011.
- xiii. Micro Finanzas 100. America Latina y el Caribe. Fonds multilatéral d'Investissements (FOMIN), 2011.
- xiv. Microscopio Global sobre el entorno de negocios para las microfinanzas 2010. Fonds multilatéral d'Investissements (FOMIN).
- xv. Mujeres emprendedoras en America Latina y el Caribe : realidades, Osbtaculos y Desafios. Lidia Heller, Division des Questions de Genre, CEPALC.
- xvi. La situación de las PYMES en America Latina. El enfoque y aporte de CEPAL. Rodolfo Buitelaar, 2010.
- xvii. Rapport annuel d'ONU Femmes 2010-2011.

- xviii. Trade Finance : Make it work for women. Centre du Commerce international.
<http://www.intracen.org/projects/women-trade/>
- xix. Las mujeres como agentes de desarrollo en el ámbito económico de la Región SICA.
<http://www.sica.int/busqueda/Noticias.aspx?IDItem=70137&IDCat=3&IdEnt=303&Idm=1&IdmStyle=1>
- xx. Women's Economic Opportunities in the Formal Private Sector in Latin America and the Caribbean. Banque mondiale et Groupe de la Banque islamique de Développement.